



PIERRE

LAURENT

Sénateur de
Paris

GROUPE CRCE

VICE-PRESIDENT
DE LA
COMMISSION DES
AFFAIRES
ETRANGERES, DE
LA DEFENSE ET
DES FORCES
ARMEES

MEMBRE DE LA
COMMISSION DES
AFFAIRES
EUROPEENNES

PRESIDENT DU
CONSEIL
NATIONAL DU
PCF

Monsieur Jean-Yves Le Drian
Ministre de l'Europe et des
Affaires Etrangères
37 quai d'Orsay
75007 Paris

Paris, le 12 juin 2019

Monsieur le Ministre,

Je me permets d'attirer votre attention sur la situation des droits de l'homme au royaume du Bahreïn en général et sur les menaces d'exécution pesant sur M. Ahmed AlMalai et M. Ali AlArab desquelles j'ai été saisi.

A la demande des autorités du Bahreïn, une commission d'enquête indépendante, la Commission Bassiouni, a rendu fin 2011 un rapport dénonçant de nombreuses violations des droits de l'homme dans ce pays dont des tortures et de nombreuses atteintes à la liberté d'expression.

Les autorités avaient affirmé à l'époque qu'elles acceptaient la quasi-totalité des recommandations de ce rapport et de celles du Conseil des droits de l'homme de l'ONU qui s'est tenu en septembre 2012.

Force est de constater que malgré ces engagements les incarcérations, les tortures et les condamnations à mort d'opposants se multiplient dans cette autocratie.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les condamnations à mort de M. Ahmed AlMalai et M. Ali AlArab qui sont dans l'attente de la ratification du roi qui peut arriver à tout moment.

Je vous serais reconnaissant, Monsieur le Ministre, de m'indiquer ce que la France compte faire en vue de renouveler auprès des autorités bahreïnies ses préoccupations par rapport à la situation des droits de l'homme qui se dégrade et, plus immédiatement, d'intervenir auprès du roi Hamed Ben Issa Al Khalifa en faveur de M. Ahmed AlMalai et M. Ali AlArab.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Pierre LAURENT



**PIERRE
LAURENT**

Sénateur de
Paris

GROUPE CRCE

VICE-PRESIDENT
DE LA
COMMISSION DES
AFFAIRES
ETRANGERES, DE
LA DEFENSE ET
DES FORCES
ARMEES

MEMBRE DE LA
COMMISSION DES
AFFAIRES
EUROPEENNES

PRESIDENT DU
CONSEIL
NATIONAL DU
PCF

Monsieur Muhammad Abdul
Ghaffar Abdulla
Ambassadeur du Royaume de
Bahreïn
3 bis place des États-Unis
75016 Paris

Paris, le 12 juin 2019

Excellence,

Je me permets d'attirer votre attention sur les menaces d'exécution pesant sur M. Ahmed AlMalai et M. Ali AlArab, desquelles j'ai été saisi. Leurs condamnations à mort sont dans l'attente de la ratification de votre souverain qui peut intervenir à tout moment.

Dans l'esprit des recommandations du rapport Bassiouni et de celles du Conseil des droits de l'homme de l'ONU qui s'est tenu en septembre 2012 que les autorités de votre pays se sont engagées à respecter, je vous serais reconnaissant, Excellence, de bien vouloir transmettre mon souhait qu'il ne soit pas procédé à l'exécution de M. Ahmed AlMalai et M. Ali AlArab.

Par la même occasion je vous rappelle, Excellence, mon engagement contre la peine de mort partout dans le monde.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Pierre LAURENT